L'ART DE PRENDRE SANS ENTREPRENDRE

L'injustice de la pauvreté
face aux richesses imméritées
issues du colonialisme

RÉSUMÉ

SOUS EMBARGO JUSQU'AU
20 JANVIER 2025, 00 H 01 GMT

OXFAM

Table des matières

Remerciements 5

Acronymes 6

Résumé : un monde à deux vitesses 7
L'oligarchie milliardaire prend toujours plus d'ampleur... 7
... pendant que la classe moyenne peine à joindre les deux bouts 7
La plupart des milliardaires ont acquis leur fortune, mais ne l'ont pas gagnée 8
Naître avec une cuillère en argent dans la bouche : l'essor d'une nouvelle aristocratie 9
Accaparement des richesses : la connivence au service des grandes fortunes 9
Les milliardaires et leurs monopoles 9
Le colonialisme des milliardaires 10
Le colonialisme historique et la classe dirigeante 10
Le fruit de l'arbre empoisonné : les conséquences du colonialisme historique sur les inégalités d'aujourd'hui 12
Un monde profondément inégalitaire 12
Enracinement du racisme, de la haine et de la division 13
Colonialisme et inégalités de genre 13
Les moteurs économiques de l'extraction 13
Les institutions internationales : la Banque mondiale, le FMI et le Conseil de sécurité de l'ONU 13
Banques, taxes et système financier mondial 14
Les multinationales et le colonialisme moderne 15
Décoloniser notre économie et détrôner les ultra-riches 16

Notes 18

Lecture interactive : Cliquez sur la section de votre choix dans la table des matières pour parcourir le document. Cliquez sur le coin supérieur gauche de la page pour revenir à la table des matières.

RÉSUMÉ

« On nous dit souvent que le colonialisme est mort. Ne nous laissons pas illusionner, ou même endormir, par cette formule trompeuse. Je vous assure que le colonialisme est bien vivant. Comment peut-on affirmer le contraire tant que de vastes régions d'Asie et d'Afrique ne sont pas libres ? Et je vous prie de ne pas penser seulement au colonialisme de forme classique tel que nous l'avons connu en Indonésie et dans différentes parties de l'Asie et de l'Afrique. Le colonialisme moderne se présente aussi sous la forme du contrôle économique, du contrôle intellectuel et du contrôle physique, exercés par une communauté étrangère à l'intérieur de la nation. C'est un ennemi habile et décidé qui se manifeste sous divers déguisements ; il ne lâche pas facilement son butin. N'importe où, n'importe quand, et quelle que soit la forme sous laquelle il apparaisse, le colonialisme est un mal qu'il faut éliminer de la surface du monde. »

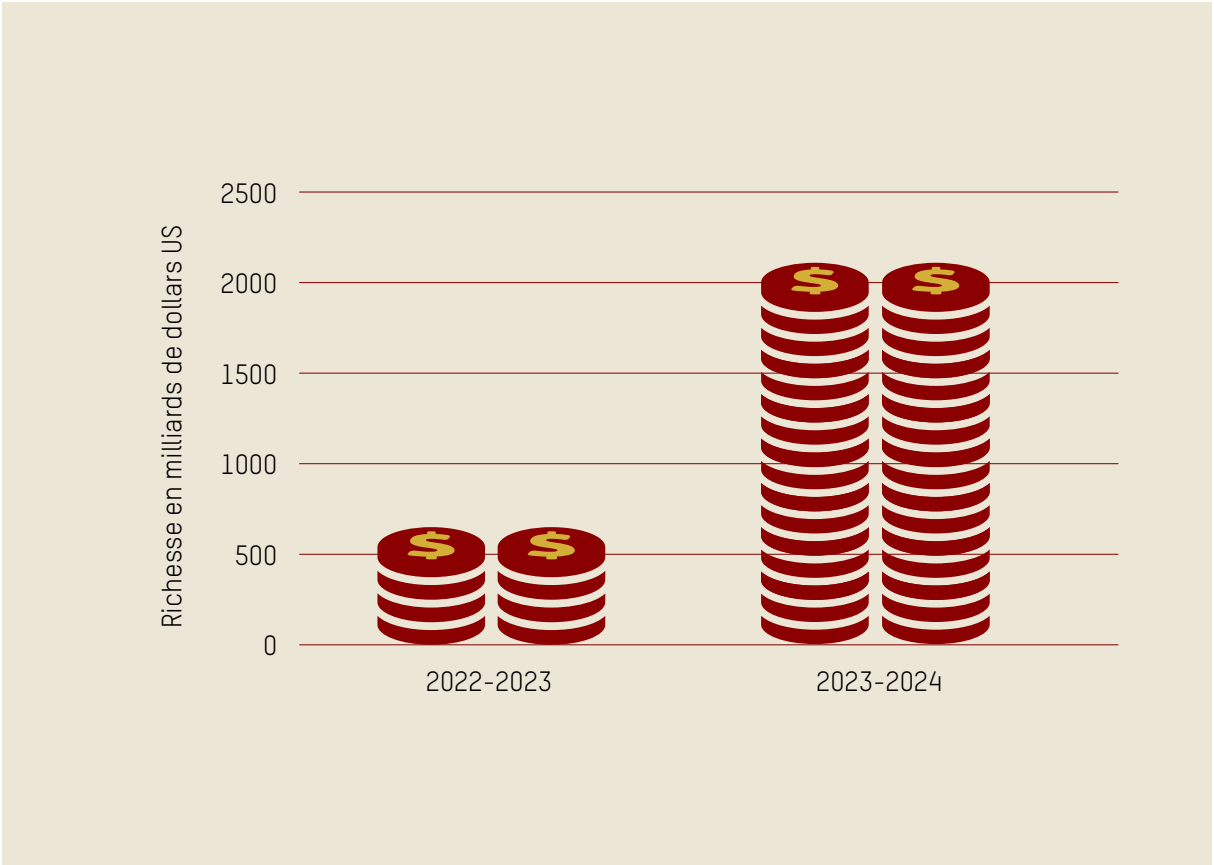
Soekarno, président de la République d'Indonésie, dans son discours prononcé lors de la Conférence de Bandung, en 1955

Remarque : En avril 1955, les représentant·es de vingt-neuf gouvernements de nations d'Asie et d'Afrique se sont réuni·es à Bandung, en Indonésie, dans la cadre de discussions sur la paix et le rôle du « tiers-monde » dans la guerre froide, le développement économique et la décolonisation. La conférence de Bandung et sa résolution finale ont jeté les bases du mouvement des non-alignés instauré lors de la guerre froide.

RÉSUMÉ

La fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023. À ce rythme, le monde devrait compter cinq super-milliardaires d'ici dix ans. En parallèle, le nombre de personnes prises au piège de la pauvreté n'a presque pas évolué depuis 1990 du fait de la multiplication des crises économiques, climatiques et géopolitiques. La plupart des milliardaires n'ont rien eu à faire pour amasser leur fortune. De fait, 60 % de celle-ci provient d'héritages, de liens de connivence, de pratiques relevant de la corruption ou de situations de monopole. Le colonialisme, qui a considérablement bénéficié aux personnes les plus riches, a laissé sa marque sur notre monde, qui reste profondément inégalitaire. Le coût humain de l'exploitation systématique des personnes les plus pauvres, des personnes racisées, des femmes et des groupes marginalisés est colossal. De bien des manières, notre monde reste aujourd'hui pris au piège du colonialisme. Un·e citoyen·ne belge dispose d'un droit de vote 180 fois plus important au sein de la Banque mondiale[1] qu'un·e citoyen·ne éthiopien·ne. Ce système permet aux 1 % d'ultra-riches basés dans les pays du Nord de siphonner la richesse des pays du Sud à un rythme de 30 millions de dollars par heure. Il faut impérativement inverser cette tendance. Les peuples qui ont été brutalement réduits en esclavage ou colonisés doivent percevoir des réparations. Notre système économique moderne doit être rendu radicalement plus égalitaire afin de mettre un terme à la pauvreté. Ce sont les personnes les plus fortunées, qui profitent le plus de l'ordre actuel du monde, qui doivent assumer les coûts de cette transition.

GRAPHIQUE 1 : LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES A AUGMENTÉ TROIS FOIS PLUS VITE EN 2024 QU'EN 2023



Source: *Forbes*

Remerciements

© Oxfam International, janvier 2025

Auteur·es : Anjela Taneja, Anthony Kamande, Chandreyi Guharay Gomez, Dana Abed, Max Lawson et Neelanjana Mukhia.

Coordinatrice éditoriale : Anjela Taneja.

Responsable éditoriale : Harry Bignell

Oxfam remercie Alex Maitland, Ally Davies, Anna Marriott, Amina Hersi, Annie Thériault, Audra Williams, Barbara Scottu, Carlos Brown Solá, Carolina Gonçalves, Charlotte Becker, Christian Hallum, Deepak Xavier, Didier Jacobs, Ed Pomfret, Emma Seery, Grazielle Custódio, Harry Bignell, Hernan Saenz, Iñigo Macias Aymar, Irit Tamir, Jane Garton, Jonas Gielfeldt, Joss Saunders, Julien Desiderio, Khalid Said, Lucy Cowie, Mustafa Talpur, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Rod Goodbun, Salvatore Nocerino, Seán McTernan, Susana Ruiz et Victoria Harnett pour leur assistance.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation.

Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International.

DOI : 10.21201/2024.000050 Oxfam remercie également les auteur·es des documents de référence élaborés à leur demande sur les mêmes thématiques : Nabil Abdo, Grazielle Custódio, Anjela Taneja, Anthony Kamande, Neelanjana Mukhia, Dorra Chaouachi, Dana Abed, Fiana Arbab, Chandreyi Guharay Gomez, Pubudini Wickramaratne (Oxfam) et Kayum Ahmed (consultant indépendant).

Conception graphique par Nigel Willmott avec l'aide de Julie Brunet pour la visualisation des données.

Plusieurs expert·es et organisations ont généreusement appuyé l'élaboration de ce rapport. Nous remercions Bhumika Muchhala (Third World Network), Emilia Reyes (Equidad de Género), Maël Lavenaire (International Inequalities Institute, LSE), Ndongo Samba Sylla (région Afrique, International Development Economics Associates), Christoph Lakner, Nishant Yonzan et Daniel Gerszon Mahler (Banque mondiale), ainsi que Gaston Nievas (World Inequality Lab).

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard), Morgane Menichini et Barbara Scottu.

Images:
Image de couverture : Julie Bru-net/Datacitron
Page 7 : La ville de Mandaluyong, dans l'agglomération de Manille, avec la ville de Makati en arrière-plan.
Photo : Johnnie Miller/unequalscenes.com

Acronymes

CARICOM : Communauté des Caraïbes

FfD4 : quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

FMI : Fonds monétaire international

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

Résumé : un monde à deux vitesses. Plus que jamais auparavant, il fait bon être milliardaire. Alors que les milliardaires voient leur fortune atteindre des niveaux sans précédent, les personnes prises au piège de la pauvreté dans le monde entier font face à des crises multiples.

L'oligarchie milliardaire prend toujours plus d'ampleur…

En 2024, la richesse des milliardaires a connu une hausse trois fois plus rapide qu'en 2023. Une nouvelle oligarchie aristocratique, héritière de milliers de milliards, exerce un pouvoir tentaculaire sur nos systèmes politiques et économiques.

ENCADRÉ 1. UN MONDE À DEUX VITESSES : LES FAITS

- En 2024, la fortune totale des milliardaires a augmenté de 2 000 milliards de dollars US. La même année, 204 personnes sont devenues milliardaires, soit près de quatre nouveaux/elles milliardaires par semaine en moyenne[2].
- La fortune totale des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023[3].
- Chaque milliardaire a vu sa fortune croître de 2 millions de dollars US par jour en moyenne. Pour les dix milliardaires les plus riches, cette moyenne passe à 100 millions de dollars US par jour[4].
- L'an dernier, Oxfam avait estimé que nous verrions pour la première fois la fortune d'un multimilliardaire franchir le cap des 1 000 milliards de dollars dans dix ans. Si les tendances actuelles se maintiennent, ce sont cinq personnes qui atteindront ce niveau de richesse sur la même période[5], alors que, selon la Banque mondiale, le nombre de personnes prises au piège de la pauvreté n'a presque pas évolué depuis 1990[6].
- 60 % de la fortune des milliardaires provient d'héritages, de liens de connivence, de pratiques relevant de la corruption ou de situations de monopole[7]. En 2024, pour la première fois, les personnes qui sont devenues milliardaires sont plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entreprenariat[8].
- En 2023, le système financier a permis aux 1 % les plus riches dans les pays du Nord d'obtenir 263 milliards de dollars US des pays du Sud, soit 30 millions de dollars US par heure[9].
- Sur les 64 820 milliards de dollars US dont le Royaume-Uni a privé l'Inde au cours d'un siècle de colonisation, 33 800 milliards ont été accaparés par les 10 % les plus riches ; une somme qui suffirait à recouvrir près de quatre fois la superficie de Londres de billets de 50 livres sterling[10].

… pendant que la classe moyenne peine à joindre les deux bouts

Les personnes prises au piège de la pauvreté dans le monde entier font face à des crises multiples. Les conséquences de la pandémie se font encore sentir : on constate une multiplication des dettes irrécouvrables, des salaires amoindris et des denrées alimentaires beaucoup plus chères, compliquant le quotidien de milliards de personnes[11].

Les conflits, sources de pauvreté, de faim et d'inégalités, sont aussi de plus en plus nombreux[12]. Les effets dévastateurs du dérèglement climatique sur le plan humain se multiplient année après année avec toujours plus de décès dus à la chaleur excessive, aux événements climatiques extrêmes et à la faim[13]. Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles de novembre 2024 a été une aubaine pour les milliardaires et leur fortune. Les politiques défendues par le président Trump devraient faire flamber les inégalités[14]. Dans son rapport sur la pauvreté le plus récent, la Banque mondiale estime que, si les taux de croissance actuels perduraient sans baisse des inégalités, il faudrait plus d'un siècle pour éradiquer la pauvreté[15]. À l'inverse, si nous réduisions les inégalités, nous pourrions mettre fin à la pauvreté trois fois plus vite[16].

Bien que les taux de pauvreté aient diminué à l'échelle mondiale, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 dollars (PPA) établi par la Banque mondiale est le même qu'en 1990, soit près de 3,6 milliards de personnes[17]. Cela représente 44 % de l'humanité. Dans le même temps, de l'autre côté du miroir des inégalités, les 1 % les plus riches se partagent une proportion similaire des richesses (45 %)[18]. À l'échelle mondiale, une femme sur dix vit dans une situation de pauvreté extrême (avec moins de 2,15 dollars PPA par jour)[19] ; les femmes sont 24,3 millions de plus que les hommes à être prises au piège de l'extrême pauvreté[20].

Des recherches de la Banque mondiale montrent également que 8 % seulement de l'humanité vit dans des pays où les niveaux d'inégalités sont faibles[21]. Oxfam et Development Finance International ont fait état dans le rapport *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024* de tendances négatives dans la grande majorité des pays depuis 2022. Quatre pays sur cinq ont appliqué des coupes budgétaires dans les secteurs de l'éducation, de la santé et/ou de la protection sociale. Quatre sur cinq se sont attaqués à la fiscalité progressive, et neuf sur dix ont vu reculer les droits du travail et les salaires minimum[22]. En l'absence de mesures politiques immédiates inversant cette tendance préoccupante, il y a

fort à parier que les inégalités économiques continueront d'augmenter dans 90 % des pays[23].

Certains pays risquent la faillite et le surendettement. Ils ne disposent pas des fonds nécessaires pour lutter contre les inégalités. En moyenne, les pays à revenu faible et intermédiaire consacrent 48 % de leur budget au remboursement de la dette, souvent à de riches créanciers privés de New York et Londres[24]. Cela dépasse largement les dépenses affectées aux secteurs de l'éducation et de la santé publiques.

Les femmes racisées vivant en situation de pauvreté, en particulier dans les pays du Sud, contribuent à l'essor de l'économie mondiale. Chaque jour, on estime que les femmes effectuent 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, contribuant ainsi à l'économie mondiale à hauteur de 10 800 milliards de dollars US au moins. La valeur économique de leur travail de soin est trois fois plus élevée que celle du secteur mondial de la technologie[25].

Ces inégalités vertigineuses alimentent la souffrance dans le monde et empêchent de mettre fin à la pauvreté.

La plupart des milliardaires ont acquis leur fortune, mais ne l'ont pas gagnée

L'idée selon laquelle la richesse extrême récompense un talent hors du commun est répandue et fortement mise en avant par les médias et la culture populaire[26].

Cette perception n'a pourtant pas d'ancrage dans la réalité. Dans ce rapport, nous montrons que la fortune colossale des milliardaires n'a aujourd'hui que peu à voir avec le mérite. Nous y explorons deux facettes de cette polarisation des richesses :

1. L'essor d'une nouvelle oligarchie dont l'extrême richesse provient de l'héritage, de liens de connivence et du pouvoir monopolistique. Sans garde-fous, nous pourrions être témoins d'un transfert intergénérationnel de richesse sans précédent ; la fortune passée ainsi d'une génération à l'autre échappant en grande partie à l'impôt et n'ayant que peu à voir avec le mérite.

2. Le fait que le colonialisme n'est pas une période révolue d'extraction brutale de richesses, mais qu'il perpétue aujourd'hui encore des inégalités extrêmes. Les transferts de richesse ne se font pas seulement au

bénéfice des ultra-riches, mais par-dessus tout à celui des ultra-riches des pays du Nord. Nous vivons à l'ère du colonialisme des milliardaires.

ENCADRÉ 2. TROIS INFORMATIONS CLÉS SUR LES DIX HOMMES LES PLUS RICHES DU MONDE

1. La fortune de chacun des dix hommes les plus riches a augmenté de près de 100 millions de dollars par jour en moyenne en 2024.
2. Même si vous aviez commencé à économiser 1 000 dollars US par jour à l'époque de l'apparition des premiers êtres humains il y a 315 000 ans, vous n'auriez pas autant d'argent que l'un des dix milliardaires les plus riches.
3. Si l'un des dix milliardaires les plus riches perdait 99 % de sa fortune, il resterait milliardaire.

La concentration des richesses qui caractérise notre époque ne repose pas sur le mérite. Les ultra-riches manient l'art de prendre sans entreprendre.

Naître avec une cuillère en argent dans la bouche : l'essor d'une nouvelle aristocratie

Pour la première fois, en 2023, les personnes qui sont devenues milliardaires sont plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entreprenariat[27]. L'ensemble des milliardaires de moins de 30 ans ont hérité de leur fortune[28]. Au cours des trois prochaines décennies, plus de 1 000 des milliardaires d'aujourd'hui vont transférer plus de 5 200 milliards de dollars US à leurs héritiers et héritières[29]. Selon les calculs d'Oxfam, 36 % de la fortune des milliardaires provient d'héritages[30].

Pire encore, cette transmission de richesse échappe en grande partie à l'impôt. Les recherches d'Oxfam ont conclu que les deux tiers des pays ne soumettent les descendant·es direct·es à aucun impôt sur les successions[31]. La moitié des milliardaires vivent dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur l'argent que recevront leurs enfants à leur décès[32]. L'Amérique latine est la région où le volume de richesse héritée est le plus élevé au monde. Neuf pays seulement y taxent les héritages, les mutations et le capital[33].

Ce système conduit à la formation rapide d'une aristocratie dont la fortune se transmet de génération en génération.

Accaparement des richesses : la connivence au service des grandes fortunes

Plus que de leurs compétences, une grande partie de la richesse des ultra-riches dépend de leurs relations et des réseaux qu'elles et ils entretiennent avec les puissants : les personnes qu'ils et elles influencent par différents biais, dont ils et elles financent les campagnes ou encore qu'ils et elles achètent. Pour faire court, une grande partie de cette fortune est le produit de liens de connivence entre les personnes les plus riches et les États[34].

Il existe un lien évident entre les segments de l'économie sujets au copinage et la concentration des richesses[35]. On retrouve une plus forte proportion de milliardaires et d'ultra-riches dans les secteurs de l'économie mondiale les plus déloyaux, corrompus et les plus concernés par la capture du pouvoir politique par les élites, et cela n'a rien d'une coïncidence.

Selon les calculs d'Oxfam, 6 % de la fortune des milliardaires du monde entier provient de liens du copinage[36].

Les milliardaires et leurs monopoles

Les milliardaires, qui gardent la mainmise sur des industries entières grâce à leurs monopoles, voient leur fortune atteindre des niveaux sans précédent[37]. Le pouvoir monopolistique accentue les niveaux de richesse et d'inégalités partout dans le monde[38]. Les entreprises en position de monopole peuvent contrôler les marchés, dicter les règles du jeu commercial et les conditions d'échange avec les autres entreprises et avec la main-d'œuvre, et fixer des prix plus élevés sans perte d'activité[39]. Ces stratégies enrichissent les milliardaires à leur tête, qui sont parmi les hommes les plus riches du monde :

- **Jeff Bezos** (fortune nette : 219,4 milliards de dollars US)[40] a fondé l'empire Amazon. Cette multinationale polarise 70 % ou plus des achats en ligne en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Espagne[41].
- **Aliko Dangote** (fortune nette : 11 milliards de dollars US)[42], la personne la plus riche d'Afrique, détient un « quasi-monopole » sur le ciment au Nigeria et domine le marché sur le continent africain[43].

Selon nos calculs, 18 % de la fortune des milliardaires du monde entier provient de monopoles[44].

Le colonialisme des milliardaires

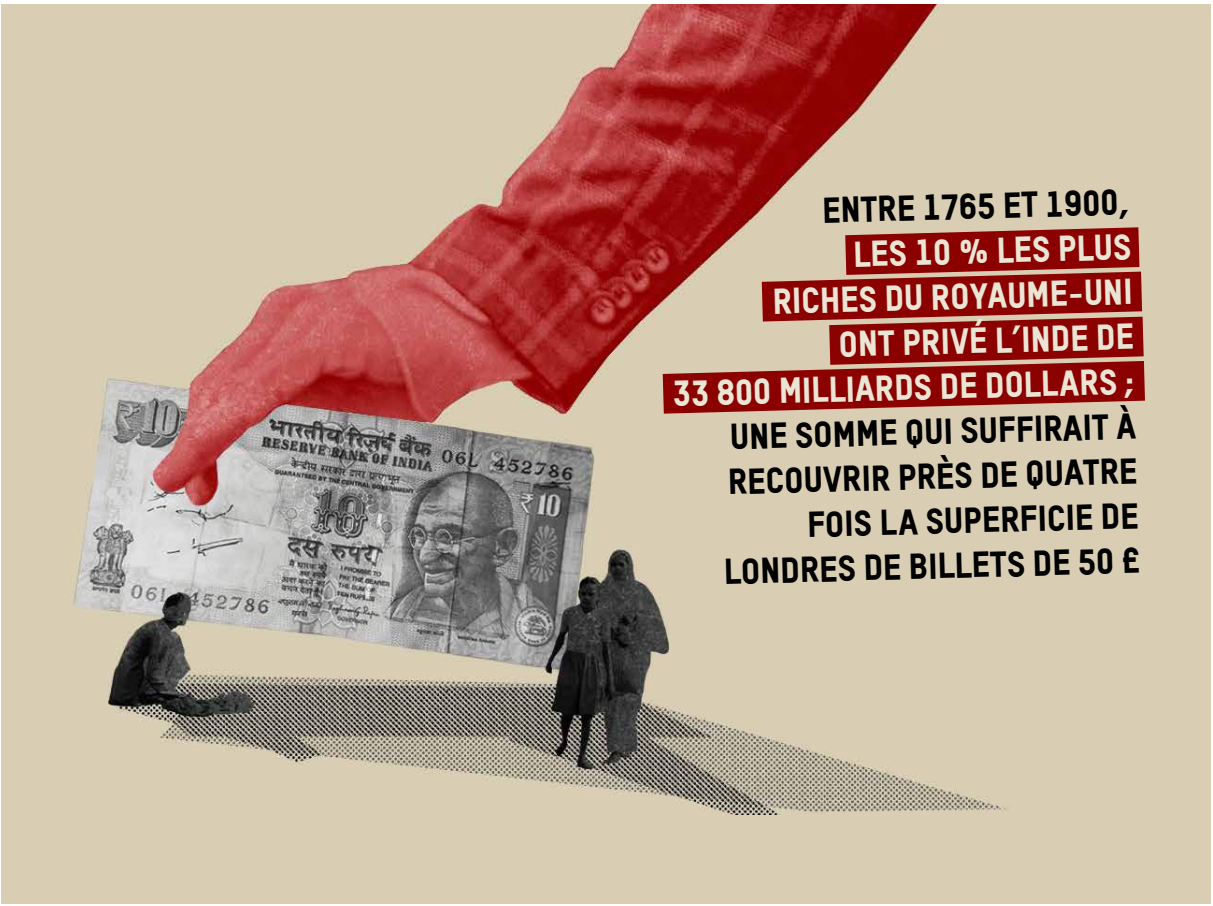
Il est impossible de comprendre pleinement la nature de la crise des inégalités actuelle sans appréhender le lourd héritage de notre passé colonial et la manière dont il continue de peser sur notre présent.

Si les ultra-riches détiennent des fortunes qu'ils et elles n'ont pas eu à gagner pour la plupart, c'est probablement du fait du colonialisme et de ses impacts. Aujourd'hui encore, la plupart des milliardaires (68 %, qui détiennent 77 % de la fortune totale des milliardaires) vivent dans les pays riches du Nord[45], alors que ceux-ci abritent à peine un cinquième de la population mondiale. Ce constat est difficile à expliquer si l'on ne tient pas compte de l'impact persistant du colonialisme.

Le colonialisme est un phénomène à la fois historique et contemporain. Le colonialisme historique concerne la période d'occupation et de domination formelles par les pays riches, qui a pris fin dans la plupart des cas grâce aux luttes pour l'indépendance menées lors des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Le colonialisme moderne, aussi appelé néo-colonialisme, désigne les stratégies plus informelles par lesquelles les pays riches du Nord continuent d'exercer un pouvoir et un contrôle sur les pays du Sud, de manière à perpétuer les effets du colonialisme formel, ainsi que les pratiques et idéologies qui l'étayent. Près de soixante ans après la fin de la période coloniale formelle, la structure de l'économie mondiale perpétue de manière évidente le transfert des richesses du Sud vers le Nord, et en particulier des classes populaires des pays du Sud vers les personnes les plus riches des pays du Nord.

Le colonialisme historique et la classe dirigeante

Les riches élites ont toujours été les instigatrices et les premières bénéficiaires du colonialisme. Plusieurs rois et reines d'Angleterre ont soutenu l'esclavage et en ont tiré profit[46]. Léopold II, roi des Belges, a fait du Congo sa colonie personnelle et l'a administré avec une cruauté inhumaine, causant la mort de 10 millions de personnes tout en amassant une richesse personnelle



de 1,1 milliard de dollars US[47]. Au Royaume-Uni, les ressources spoliées pendant la période de l'esclavage et du colonialisme ont permis la construction de nombreuses maisons de maîtres, illustrées notamment par la plume de Jane Austen ou des fictions telles que Downton Abbey. Dans l'un de ses rapports, le National Trust, qui œuvre à la conservation de plus de 200 de ces bâtisses au Royaume-Uni, indique qu'un tiers de ces propriétés sont reliées à la traite des esclaves d'une manière ou d'une autre[48].

L'époque du colonialisme formel correspond à une période d'inégalités extrêmes dans les pays riches. Au Royaume-Uni, en 1900, les 1 % les plus riches percevaient deux fois plus de revenus que la moitié la plus pauvre de la population[49]. En 1842 dans la ville de Manchester, l'âge moyen du décès pour les ouvriers et ouvrières était de 17 ans[50]. Les hommes, les femmes et les enfants se tuaient à la tâche pour répondre aux besoins de l'expansion industrielle rapide et remplir les poches des patrons supervisant cette nouvelle économie.

Le colonialisme, ainsi que les idéologies sur lesquelles il s'est construit, a permis d'endurcir à l'extrême l'exploitation de la classe ouvrière. Des dizaines de millions de personnes à travers le monde ont souffert de l'utilisation du racisme et de la suprématie blanche pour justifier et autoriser des niveaux de brutalité et d'exploitation systématiques sans précédent, allant parfois jusqu'à l'extermination des populations.

Les territoires vers lesquels les colons cherchant à éliminer les populations autochtones pour spolier leurs terres ont afflué en masse, comme le Canada, les États-Unis, l'Australie, l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Kenya, ont été le lieu d'actes coloniaux effroyables. Ces crimes, d'une violence et d'une ampleur terribles, ont encore aujourd'hui des conséquences sur notre société. Ils ont été les précurseurs du génocide réalisé en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale[51].

Ce système d'exploitation des personnes à l'échelle mondiale a permis aux plus nanti·es des pays riches d'amasser des richesses vertigineuses et a contribué à

creuser les inégalités dans les pays du Sud, souvent au profit d'une minorité privilégiée et aux dépens de la majorité.

Selon les calculs d'Oxfam, entre 1765 et 1900 au Royaume-Uni, les 10 % les plus riches ont extrait en Inde l'équivalent de 33 800 milliards de dollars US, une somme qui suffirait à recouvrir près de quatre fois la superficie de Londres de billets de 50 £[52].

À la suite de l'abolition de l'esclavage et après avoir arraché son indépendance à la France, Haïti a été forcée d'emprunter 150 millions de francs à son ancien colonisateur (l'équivalent de 21 milliards de dollars US au cours actuel) pour rembourser les anciens propriétaires d'esclaves. Les plus riches de ceux-ci ont reçu 80 % de cette somme[53]. Ce cycle d'endettement reste un problème aujourd'hui.

Au Royaume-Uni, il n'est pas rare que les personnes les plus riches doivent la fortune de leur famille à l'esclavage et au colonialisme, notamment du fait des compensations payées aux riches propriétaires d'esclaves à l'abolition de l'esclavage[54].

Les estimations de la valeur des dommages infligés en raison de la traite transatlantique des esclaves (période d'esclavagisation et suites de l'esclavage) et des restitutions réclamées aux responsables varient fortement, notamment du fait de la complexité des calculs, des présupposés et des divers partis pris adoptés. Par exemple, certain·es universitaires ont estimé les dommages à 100 000 milliards de dollars US, d'autres à 131 000 milliards (cette estimation du Brattle Group porte sur la traite transatlantique et englobe les préjudices causés pendant la période d'esclavagisation et par les suites de l'esclavage)[55] ; la CARICOM estime les dommages à 33 000 milliards de dollars US pour les nations caribéennes[56] et selon l'University of Connecticut, les descendant·es afro-américain·es de personnes esclavagisées devraient être dédommagé·es à hauteur de 20 300 milliards[57].

Le fruit de l'arbre empoisonné : les conséquences du colonialisme historique sur les inégalités d'aujourd'hui

Les inégalités d'aujourd'hui sont marquées du sceau indélébile de la brutalité de l'histoire coloniale. Les séquelles de cette spoliation et les inégalités ainsi créées pendant la période du colonialisme historique façonnent encore nos vies.

Ces actes ont créé un monde profondément inégalitaire, divisé par le racisme, où l'on continue d'extraire systématiquement les richesses des pays du Sud au profit des personnes les plus riches des pays du Nord.

Un monde profondément inégalitaire

Les inégalités profondes entre les personnes les plus riches et le reste de la société, que ce soit entre pays riches et pays du Sud ou entre les pays du Sud, sont un héritage du colonialisme historique.

L'écart entre riches et reste du monde est monumental. En 1820, au moment où des données ont commencé à être collectées, le revenu des 10 % les plus riches au monde était 18 fois plus élevé que celui des 50 % les plus pauvres ; en 2020, il était 38 fois plus élevé[58].

Ces inégalités économiques se reflètent dans de nombreuses autres mesures du progrès et du bien-être. C'est sur l'espérance de vie qu'elles ont les conséquences les plus graves. En Afrique, celle-ci est encore plus de 15 ans inférieure à l'espérance de vie moyenne européenne.[59].

Au niveau national également, le colonialisme est responsable de taux d'inégalités choquants dans les pays du Sud. Aujourd'hui, tous les pays (sauf un) que la Banque mondiale définit comme ayant de hauts niveaux d'inégalités sont des pays du Sud[60]. Les 1 % les plus riches d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient polarisent 20 % de l'ensemble des revenus de leur région, une valeur presque deux fois plus élevée que les 1 % les plus riches d'Europe dans leur région[61].

Dans bien des cas, le système d'éducation actuel porte encore les stigmates de la période coloniale, comme l'indiquent la domination des connaissances et langues occidentales et les disparités à l'échelle mondiale en termes de recherche et de financement[62, 63]. L'influence disproportionnée d'une poignée d'universités des pays du Nord a façonné l'élaboration des politiques dans les pays du Sud. Une étude menée en 2017 a démontré que 39 % des chef·fes d'État dans le monde ont été formé·es dans des universités au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en France[64].

Dans de nombreux pays, l'indépendance n'a pas été synonyme d'égalité. Des élites locales ont bien souvent succédé aux autorités coloniales et maintenu en place les systèmes économiques et politiques inégalitaires qui les enrichissaient. Dans de nombreux pays, l'héritage colonial, matérialisé notamment par des frontières arbitraires et un État fragile, a attisé les conflits et les guerres et pérennisé l'instabilité[65].

Enracinement du racisme, de la haine et de la division

L'idéologie insidieuse de l'existence d'une hiérarchie des races est le principe de base de la période coloniale historique. Ces croyances sont souvent basées sur des sophismes pseudo-scientifiques postulant l'infériorité de certains êtres humains[66]. Ces idéologies ont été utilisées pour justifier et légitimer l'extraction des ressources[67] de groupes racisés, et même le génocide et l'extermination de ceux-ci.

Ce racisme profondément dangereux et excluant continue de façonner nos sociétés[68]. Nous sommes témoins de ses conséquences en Australie, où un tiers des Aborigènes font partie des 20 % les plus pauvres de la population. Les Aborigènes gagnent en moyenne 72 % de ce que gagnent les autres Australien·nes[69]. En Afrique du Sud, la population blanche a des revenus trois fois plus élevés que la population noire, près de 30 ans après la fin de l'apartheid[70]. Cette persistance des rapports de pouvoir coloniaux a été évidente au cours de la pandémie. Les pays du Nord, au mépris des pays du Sud, ont fait passer les profits du secteur pharmaceutique avant les populations des pays les plus pauvres, ce qui a coûté la vie à des millions de personnes[71].

De nombreuses divisions ont été amplifiées et exploitées, fomentées et aggravées pendant la période coloniale historique, notamment sur la base de la caste, de la religion, du genre, de la sexualité, de la langue et de la géographie. Ces divisions ont été utilisées afin de maximiser les possibilités de déstabiliser toute opposition unifiée. L'adoption de politiques coloniales favorisant certaines communautés au détriment d'autres s'est accompagnée d'un risque accru de guerres civiles ethniques[72].

Colonialisme et inégalités de genre

Le colonialisme et les inégalités de genre sont étroitement liés. Les femmes ont perdu leur pouvoir et leur autonomie économique avec l'avènement des cultures commerciales et se sont retrouvées exclues du marché mondial, ce qui a bénéficié aux entreprises coloniales, tandis que les contributions des femmes étaient considérées comme du travail non rémunéré[73, 74]. Dans le même temps, le droit coutumier institutionnalisé pendant la période coloniale a souvent été transcrit par les colonisateurs sur la base de témoignages masculins, renforçant ainsi les rôles de genre d'après la perception européenne[75]. Il est également arrivé que les autorités coloniales fassent fi du leadership politique existant des femmes pour faire exclusivement appel à des hommes au moment d'établir des bureaux politiques locaux[76]. De la même manière, le colonialisme a imposé des divisions strictes en matière de genre, ainsi que l'opposition à toute forme d'homosexualité dans les sociétés colonisées, à l'image des normes sociales qui avaient cours dans les pays colonisateurs[77]. Les pays qui avaient été des colonies britanniques autrefois sont plus susceptibles d'adopter des lois criminalisant les comportements homosexuels[78].

Cumulées, ces stratégies de fracture ont fragmenté les sociétés, laissant des traces douloureuses qui ont perduré jusqu'à nos jours.

Les moteurs économiques de l'extraction

Les institutions internationales, les marchés financiers et les multinationales, façonnés par le colonialisme et la domination des pays riches, perpétuent le transfert de milliers de milliards de dollars chaque année des pays du Sud vers ceux du Nord.

Les institutions internationales : la Banque mondiale, le FMI et le Conseil de sécurité de l'ONU

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont été fondés il y a 80 ans, peu avant la fin de la période coloniale formelle, et leur gouvernance n'a que peu changé depuis lors. Les pays du G7 détiennent encore 41 % des voix au FMI et à la Banque mondiale, alors qu'ils représentent moins de 10 % de la population mondiale[79]. Un·e citoyen·ne belge dispose d'un droit de vote 180 fois plus important au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (l'un des organes de financement du groupe de la Banque mondiale) qu'un·e citoyen·ne éthiopien·ne[80]. La direction exécutive de la Banque mondiale et du FMI est toujours nommée respectivement par les États-Unis et l'Europe[81]. De même, les nations européennes et les autres pays du Nord détiennent 47 % du nombre total de sièges au Conseil de sécurité des Nations Unies, alors qu'ils ne représentent que 17 % de la population mondiale[82].

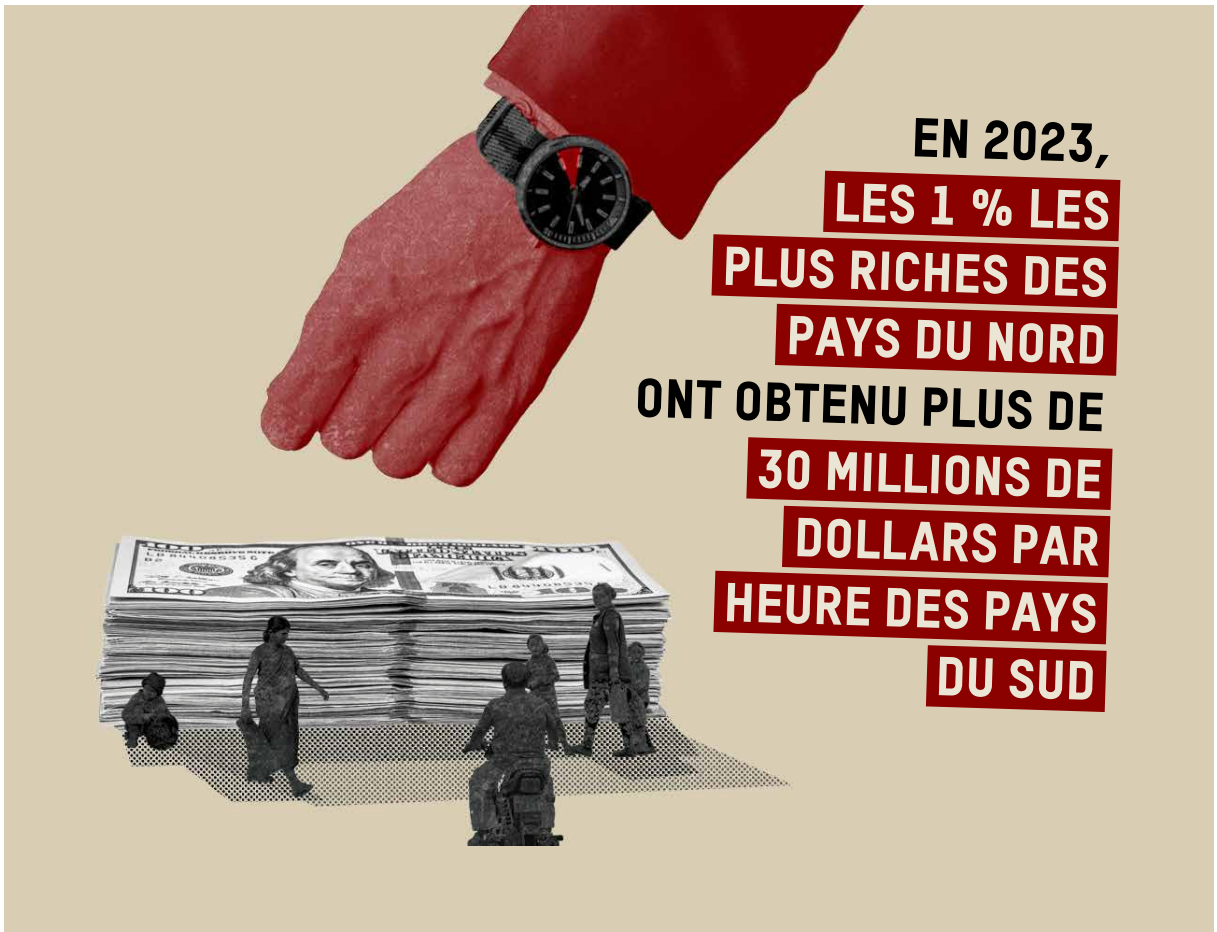
Ces chiffres sont importants car, par exemple, le FMI et la Banque mondiale conservent une très grande influence sur l'économie mondiale, et en particulier sur les politiques économiques des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. Ils poussent à la mise en œuvre de coupes budgétaires dans des secteurs essentiels, notamment les salaires des enseignant·es et du personnel infirmier. Pendant la pandémie de COVID-19, on estime que, sur les conseils du FMI de limiter les

dépenses publiques dans les pays du Sud, les réductions des budgets dédiés aux salaires dans le secteur public dans 15 pays seulement s'élevaient à près de 10 milliards de dollars. Cela équivaut à la suppression de plus de 3 millions d'emplois essentiels (enseignant·es, personnel infirmier, médecins), alors que ces professions étaient alors très sollicitées[83].

Le FMI impose aux pays emprunteurs de donner la priorité absolue au remboursement des créditeurs et conditionne souvent l'octroi d'un nouveau prêt à la mise en place de politiques de type privatisation, libéralisation du commerce et réduction des déficits publics. Ces politiques compromettent l'accès à une éducation[84] et à des soins de santé abordables et de qualité, et ont un impact négatif sur les déterminants sociaux de la santé comme le revenu et la disponibilité des denrées alimentaires[85]. Entre 1970 et 2023, les gouvernements des pays du Sud ont dû payer 3 300 milliards de dollars US d'intérêts à leurs créanciers des pays du Nord[86]. Pourtant, même aujourd'hui, Oxfam estime que pour chaque dollar US que le FMI a incité divers pays pauvres à dépenser en biens publics, il leur a demandé de réduire quatre fois plus leurs dépenses en appliquant des mesures d'austérité[87].

Banques, taxes et système financier mondial

Les devises fortes des pays riches donnent un avantage colossal à ces derniers, ainsi qu'aux propriétaires des actifs financiers qui y résident. Par exemple, au premier trimestre 2024, les banques centrales détenaient environ 58,9 % de leurs réserves en dollars US à l'échelle mondiale[88]. Cela leur permet d'emprunter à taux très bas, et ce capital est ensuite investi dans les pays du Sud au profit de ces institutions. Ces pratiques à elles seules engendrent un transfert de près de 1 000 milliards de dollars US par an des pays du Sud vers les pays du Nord. Sur cette somme, 30 millions de dollars US reviennent chaque heure aux 1 % les plus fortunés des pays riches[89].



Les pays du Nord, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, abritent toujours les institutions et les marchés financiers les plus puissants du monde. C'est également là que siègent les agences de notation Moody's, Standard & Poor's et Fitch, qui façonnent la perception mondiale de la stabilité financière et du risque, avec un impact sur le coût de l'emprunt pour les pays, notamment ceux du Sud.

L'OCDE, un club de pays riches, continue de contrôler la politique fiscale mondiale. Plus de 70 % des abus fiscaux des entreprises concernent les pays de l'OCDE, ce qui prive les pays du Sud de recettes fiscales qui pourraient être colossales[90]. Comme l'observe le Tax Justice Network, la plupart des paradis fiscaux se trouvent dans des pays riches ou dans leurs dépendances[91].

Les multinationales et le colonialisme moderne

La multinationale moderne est le fruit du colonialisme. Ce sont des entreprises telles que la Compagnie des Indes orientales qui ont fait émerger ce modèle, ont imposé leurs propres règles et se sont rendues coupables de nombreux crimes coloniaux[92]. Aujourd'hui encore, les multinationales, qui occupent souvent des positions de monopole ou de quasi-monopole, exploitent leur main-d'œuvre dans les pays du Sud, et notamment les travailleuses, pour le compte de leurs riches actionnaires, qui sont principalement établis dans les pays du Nord.

Les chaînes d'approvisionnement internationales et les industries de la transformation et de l'exportation fonctionnent selon un système qui s'apparente à un colonialisme moderne, extrayant les richesses du

Pour les mêmes compétences, les salaires sont entre 87 % et 95 % plus faibles dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.
Photo : Buddhika Weerasinghe/Bloomberg/Gettyimages

Sud vers le Nord. Les travailleurs et travailleuses qui interviennent dans ces chaînes d'approvisionnement font souvent face à de mauvaises conditions de travail et ne bénéficient d'aucun droit de négociation collective ni d'aucune protection sociale minimale. Pour un travail exigeant le même niveau de compétences, les salaires dans les pays du Sud sont entre 87 % et 95 % plus bas que dans les pays du Nord[93]. Les multinationales dominent les chaînes d'approvisionnement mondiales, en exploitant une main-d'œuvre bon marché et en ponctionnant continuellement des ressources des pays du Sud. Elles accaparent la grande majorité des bénéfices et perpétuent la dépendance, l'exploitation et le contrôle par l'économie. Selon une étude approfondie menée en 2022 qui visait à quantifier les avantages de ces échanges inégaux pour les pays du Nord entre 1995 et 2015, 242 000 milliards de dollars US (au taux de 2010) ont été extraits par les pays du Nord de cette manière[94].

Décoloniser notre économie et détrôner les ultra-riches

L'année 2025 est une date clé pour la lutte contre le colonialisme moderne. Elle marque le 70e anniversaire de la Conférence de Bandung, lors de laquelle les pays du Sud ont tenté de créer un nouvel ordre économique international[95]. Le grand thème de l'Union africaine pour 2025 est « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine grâce aux réparations »[96]. C'est aussi l'année où se tiendront la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) et le Sommet mondial pour le développement social[97]. Ces événements nous donnent l'opportunité de mettre en place des réformes institutionnelles qui pourraient nous mettre sur la voie d'un futur à égalité.

Pour occasionner des changements systémiques significatifs, les gouvernements doivent :

- **Réduire les inégalités de manière radicale, en fixant des objectifs nationaux et mondiaux.** Il est essentiel de mettre un terme à l'extrême richesse. Ils doivent s'engager à atteindre un objectif mondial de réduction drastique des inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud. Par exemple, ils peuvent décider que les revenus des 10 % les plus riches ne doivent pas excéder ceux des 40 % les plus pauvres à l'échelle mondiale. Ils doivent définir des objectifs similaires et assortis de délais pour réduire les inégalités économiques nationales, en visant à ce que le revenu total des 10 % les plus riches ne soit pas supérieur au revenu total des 40 % les plus pauvres, autrement dit un ratio de Palma de 1[98].
- **Panser les blessures du colonialisme historique.** Les gouvernements de pays anciennement colonisateurs doivent assumer la responsabilité des crimes commis lors de la période coloniale, présenter des excuses officielles et s'assurer de la transmission de la mémoire parmi leurs citoyen·nes. Ils doivent offrir des réparations aux victimes, dans le but de restituer les richesses spoliées, de soulager la blessure causée, de compenser les préjudices subis, de réhabiliter et de prévenir la reproduction des violences. Ce sont les personnes les plus fortunées, qui ont le plus profité de la colonisation, qui doivent assumer les coûts de ces réparations.
- **Abolir les systèmes s'apparentant à un colonialisme moderne.** La gouvernance du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONU et des autres institutions internationales doit être profondément transformée pour mettre un terme à la domination manifeste et tacite des pays du Nord et des intérêts de leurs élites et multinationales fortunées. La domination des États et des entreprises les plus riches sur les marchés financiers et les règles commerciales doit prendre fin. De ses cendres doit émerger un nouveau système promouvant la souveraineté économique des gouvernements du Sud et offrant des salaires et des conditions de travail justes pour les travailleurs et les travailleuses. Il est essentiel de révoquer les politiques et les accords de libre-échange inéquitables[99].

- **Taxer les plus riches pour mettre un terme à l'extrême richesse.** La politique fiscale mondiale doit être encadrée par une nouvelle convention fiscale régie par les Nations Unies. Elle doit également soumettre les personnes et entreprises les plus riches à un niveau d'impôt plus élevé afin de réduire les inégalités de manière radicale et de mettre un terme à l'extrême richesse.
- **Promouvoir la coopération et la solidarité Sud-Sud.** Les gouvernements des pays du Sud doivent former des alliances et passer des accords régionaux donnant la priorité aux échanges équitables et mutuellement bénéfiques, promouvoir l'indépendance économique et s'affranchir de la dépendance aux anciens pouvoirs coloniaux et aux économies des pays du Nord. D'une même voix, ils doivent exiger une réforme des institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI, et promouvoir le développement collectif en partageant leurs connaissances, leurs technologies et leurs ressources afin de favoriser le développement durable et de résister aux systèmes qui les exploitent à l'échelle mondiale. Dans le même temps, ils doivent financer adéquatement les services publics et mettre en œuvre des réformes foncières pour garantir l'accès à la terre.
- **Mettre un terme à toutes les formes de colonialisme formel.** Les territoires non autonomes doivent pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale pour exercer leur droit à l'égalité et à l'autodétermination, au titre de l'Article 1(2) de la charte de l'ONU et de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux[100].

Notes

1 Basé sur le partage du droit de vote au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), principal organe de financement de la Banque mondiale. Voir A. Mohseni-Cheraghlou (11 avril 2022), *Democratic challenges at Bretton Woods Institutions*. The Atlantic Council. Dernière visite le 30 août 2024. https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/inequality-at-the-top-democratic-challenges-at-bretton-woods-institutions/

2 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 3.

3 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 4.

4 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistiques 2 et 8.

5 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 5.

6 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report: Pathways Out of the Polycrisis*. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet

7 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.

8 UBS (2023), *Billionaire Ambitions Report 2023*. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://www.ubs.com/content/dam/static/noindex/wealth-management/emea/ubs-billionaire-ambitions-report-2023.pdf

9 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1.

10 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.

11 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report, Pathways Out of the Polycrisis*. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet

12 H. Brennan et M. Durmaz (2024), Conflict zones grow by two thirds globally since 2021, covering 6 million km². Political Risk Outlook. Dernière visite le 26 novembre 2024. https://www.maplecroft.com/products-and-solutions/geopolitical-and-country-risk/insights/conflict-zones-grow-by-two-thirds-globally-since-2021-covering-6-million-km2/

13 M. Alestig et al. (2024), *Les inégalités carbone tuent : Réduire les émissions excessives d'une élite peut favoriser la durabilité de la planète pour tou·te·s*. Dernière visite le 9 décembre 2024. https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-kills-why-curbing-the-excessive-emissions-of-an-elite-few-can-621656/

14 Oxfam Amérique (2024), Election of Donald Trump "a difficult day in our fight against inequality," says Oxfam America. Communiqué de presse. Dernière visite le 26 novembre 2024. https://www.oxfamamerica.org/press/press-releases/election-of-donald-trump-a-difficult-day-in-our-fight-against-inequality-says-oxfam-america/

15 Ibid.

16 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 10.

17 Banque mondiale (2024), *Poverty and Inequality Platform* (version 20240627_2017_01_02_PROD) [ensemble de données]. Dernière visite le 11 novembre 2024. pip.worldbank.org

18 UBS (2023), *Global Wealth Report 2023: Exploring the Fall in Global Household Wealth*. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://www.ubs.com/global/en/wealthmanagement/family-office-uhnw/reports/global-wealth-report-2023/exploring.html#:~:text=Global%20Wealth%20Report%202023%3A%20exploring,second%2Dlargest%20reduction%20since%202000

19 Nations Unies (8 mars 2024), *1 femme sur 10 dans le monde vit dans l'extrême pauvreté*. Communiqué de presse. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2024/03/1-femme-sur-10-dans-le-monde-vit-dans-lextreme-pauvrete

20 Nations Unies (2024), *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2024*. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://unstats.un.org/sdgs/gender-snapshot/2024/GenderSnapshot2024.pdf

21 Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity, and Planet Report,* op. cit.

22 A. Kamande et al. (2024), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/

23 Ibid.

24 A. Kamande et al. (2024), *Indice de l'Engagement à la réduction des inégalités 2024*, op cit.

25 C. Coffey et al. (2020), *Celles qui comptent*. Oxfam International. Dernière visite le 10 octobre 2024. https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-fr.pdf

26 Voir par exemple J. Littler (2018), *Against Meritocracy Culture, power and myths of mobility*. Londres : Routledge ; M. Sandel (2022), *The Tyranny of Merit: What's become of the Common Good?* Londres : Penguin Press.

27 UBS (2023), *Billionaire Ambitions Report 2023*, op. cit.

28 R. Neate (3 avril 2024), *All billionaires under 30 have inherited their wealth, research finds. The Guardian*. Dernière visite le 20 octobre 2024. https://www.theguardian.com/business/2024/apr/03/all-billionaires-under-30-have-inherited-their-wealth-research-finds

29 UBS (2023), *Billionaire Ambitions Report 2023*, op. cit.

30 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.

31 M.-B. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche*. Oxfam. Dernière visite le 28 septembre 2024. https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/10546/621477/26/bp-survival-of-the-richest-160123-fr.pdf

32 M.-B. Christensen et al. (2023), *La loi du plus riche*, op. cit.

33 C. Brown et al. (2024), *Econo* Nuestra: Time for an Economy for Everyone. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://lac.oxfam.org/publicaciones/econonuestra

34 *The Economist* (2014), *The New Age of Crony Capitalism*. Dernière visite le 30 août 2024. https://www.economist.com/leaders/2014/03/13/the-new-age-of-crony-capitalism ; D. Jacobs (2015), *Extreme Wealth is Not Merited*. Oxfam. Dernière visite le 30 août 2024. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-extreme-wealth-is-not-merited-241115-en.pdf ; H. Cortés Saenz et D. Itríago (2018), *The Capture Phenomenon: Unmaking Power*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://cdn2.hubspot.net/hubfs/426027/Oxfam-Website/oi-informes/Capture_Methodology_2018-en.pdf

35 *Op.cit.*

36 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.

37 R. Riddell et al. (2024), *Multinationales et inégalités multiples*. Oxfam. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://www.oxfam.org/fr/publications/multinationales-et-inegalites-multiples

38 Cette tendance est à l'œuvre depuis les années 1980. FMI (2021), *Rising Corporate Market Power: Emerging Policy Issues*. Note de discussion du personnel. Dernière visite le 19 novembre 2024. https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2021/03/10/Rising-Corporate-Market-Power-Emerging-Policy-Issues-48619 ; CNUCED (2017), *Rapport sur le commerce et le développement 2017. Au-delà de l'austérité : vers une nouvelle donne mondiale*. Dernière visite le 19 novembre 2024. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2017_fr.pdf

39 Z. Teachout (2020), *Break 'em Up: Recovering Our Freedom from Big Ag, Big Tech, and Big Money*. New York : All Points Books.

40 Forbes (2024), *Jeff Bezos*. Dernière visite le 17 novembre 2024. https://www.forbes.com/profile/jeff-bezos/?list=rtb/

41 SOMO (2024), *Amazon's European Chokehold*. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2023/06/Rapport-Amazon.pdf

42 Forbes (2024), *Aliko Dangote*. Dernière visite le 5 novembre 2024. https://www.forbes.com/profile/aliko-dangote/?list=rtb/

43 The Economist (2016), *The 1.2 Billion Opportunity*. Rapport spécial : Business in Africa. Dernière visite le 1er décembre 2024. https://www.economist.com/special-report/2016/04/14/12-billion-opportunities

44 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 7.

45 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 9.

46 D. Conn (6 avril 2023), *The British kings and queens who supported and profited from slavery. The Guardian*. Dernière visite le 16 octobre 2024. https://www.theguardian.com/uk-news/2023/apr/06/the-british-kings-and-queens-who-supported-and-profited-from-slavery

47 A. Hochschild (2006), *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*. Mariner Books. pp. 225–233.

48 National Trust (2020), *Interim Report on the Connections between Colonialism and Properties now in the Care of the National Trust, Including Links with Historic Slavery*. Dernière visite le 16 octobre 2024. https://nt.global.ssl.fastly.net/binaries/content/assets/website/national/pdf/colonialism-and-historic-slavery-report.pdf

49 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 11.

50 M. Green, D. Dorling et R. Mitchell (2018), Updating Edwin Chadwick's Seminal Work on Geographical Inequalities by Occupation. *Social Science & Medicine*, 197, 59–62. Dernière visite le 19 novembre 2024. https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.11.055

51 S. Lindqvist (2002), *Exterminate All the Brutes*. Londres : Granta Books.

52 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 6.

53 P. Farmer (2006), *The Uses of Haiti*. Maine : Common Courage Press ; L. Bénistant (2022), « The Compensation of Slave Owners After the Abolition of Slavery in the French and British colonies: a Comparative and Quantitative Perspective ». Dernière visite le 15 octobre 2024. http://piketty.pse.ens.fr/files/Benistant2022.pdf ; C. Porter et al. (20 mai 2022), *The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers. The New York Times*. Dernière visite le 18 novembre 2024. https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-history-colonized-france.html

54 National African-American Reparations Commission (2021), *Britain's colonial shame: Slave-owners given huge payouts after abolition*. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://reparationscomm.org/reparations-news/britains-colonial-shame-slave-owners-given-huge-payouts-after-abolition/

55 Les préjudices dus à l'esclavage et aux suites de l'esclavage sont estimés respectivement entre 77 000 et 108 000 milliards de dollars US et 22 900 milliards de dollars US. C. Bazelon et al. (2023), *Quantification of Reparations for Transatlantic Chattel Slavery*. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://www.brattle.com/wp-content/uploads/2023/07/Quantification-of-Reparations-for-Transatlantic-Chattel-Slavery.pdf

56 W. Pavia (2023), *Caribbean nations to seek $33trn in slavery reparations. The Times*. Dernière visite le 18 novembre 2024. https://www.thetimes.com/world/europe/article/caribbean-nations-to-seek-33-trillion-in-slavery-reparations-2mnlzzm9l [article payant]

57 Dont 3 % de taux d'intérêt, selon : T. Craemer (2023), *There Was a Time Reparations Were Actually Paid Out – Just Not to Formerly Enslaved People. UConn Today*. Dernière visite le 18 novembre 2024. https://today.uconn.edu/2021/03/there-was-a-time-reparations-were-actually-paid-out-just-not-to-formerly-enslaved-people/ et T. Craemer (2015), *Estimating Slavery Reparations: Present Value Comparisons of Historical Multigenerational Reparations Policies*. University of Connecticut. Dernière visite le 15 octobre 2024. https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/ssqu.12151

58 L. Chancel et T. Piketty (2021), « Global Income Inequality, 1820–2020: the Persistence and Mutation of Extreme Inequality ». *Journal of the European Economic Association*, 19(6), 3025–62. https://doi.org/10.1093/jeea/jvab047

59 D. Saloni et al. (2023), *Life Expectancy*. Our World in Data. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://ourworldindata.org/life-expectancy

60 C. N. Haddad et al. (17 juin 2024), *Inside the World Bank's new inequality indicator: The number of countries with high inequality*. Blog de la Banque mondiale. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://blogs.worldbank.org/en/opendata/inside-the-world-bank-s-new-inequality-indicator--the-number-of-

61 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 17.

62 D. D. Reidpath et P. Allotey (2019), The problem of "trickle-down science" from the Global North to the Global South. *BMJ Global Health,* 2019;4:e001719. Dernière visite le 28 septembre 2024. https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-001719 ; E. Culotta, S. Chakradhar et R. P. Ortega (2024), Remapping Science: Researchers Reckon with a Colonial Legacy. *Science*, 385(6709). Dernière visite le 30 août 2024. https://www.science.org/content/article/scientists-confronting-lingering-imprint-colonialism

63 V. Amarante et al. (2021), Underrepresentation of Developing Country Researchers in Development Research. *Applied Economics Letters*, 29(17), 1659–64. https://doi.org/10.1080/13504851.2021.1965528

64 N. Hillman (2017), *UK is (just) number 1 for educating the world's leaders*. HEPI. Dernière visite le 21 octobre 2024. https://www.hepi.ac.uk/2017/08/05/uk-just-number-1-educating-worlds-leaders/

65 R. F. Tusalem (2016), The Colonial Foundations of State Fragility and Failure. *Polity*. 48(4). Dernière visite le 4 novembre 2024. https://doi.org/10.1057/s41279-016-0006-4. Cet article souligne également à quel point la persistance de la fragilité varie selon la puissance qui a colonisé la région.

66 A. Quijano et M. Ennis (2000), Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America, op. cit.

67 C. J. Robinson (2000), *Black Marxism: The Making of the Black Radical Tradition*. Chapel Hill, Caroline du Nord : University of North Carolina Press.

68 A. Quijano et M. Ennis (2000), Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America. *Nepantla: Views from South 1*(3), 533–580. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://muse.jhu.edu/article/23906.

69 Australian Institute of Health and Welfare (n.d.), *Aboriginal and Torres Strait Islanders Health Performance Framework – Summary Report*. Dernière visite le 16 septembre 2024. https://www.indigenoushpf.gov.au/report-overview/overview/summary-report/5-tier-2-%E2%80%93-determinants-of-health/income.

70 Ministère des Statistiques d'Afrique du Sud (2020), *How Unequal is South Africa?* Data Stories. Dernière visite le 28 septembre 2024. https://www.statssa.gov.za/?p=12930

71 R. Riddell et al. (2024), *Multinationales et inégalités multiples*, op. cit.

72 M. Lange, T. Jeong et E. Amasyali (2021), *The Colonial Origins of Ethnic Warfare*, op. cit.

73 Par exemple, en Ouganda. F. Meier Zu Selhausen et J. Weisdorf (2016), A Colonial Legacy of African Gender Inequality? Evidence from Christian Kampala, 1895–2011. *The Economic History Review*, 69, 229–57. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://doi.org/10.1111/ehr.12120 ; K. Sheldon (2013), Women and Colonialism. *African Studies*. https://www.oxfordbibliographies.com/display/document/obo-9780199846733/obo-9780199846733-0067.xml

74 K. Sheldon (2013), Women and Colonialism, op. cit.

75 P. G. Kameri-Mbote (2002), Gender Dimensions of Law, Colonialism and Inheritance in East Africa: Kenyan Women's Experiences. *Verfassung Und Recht in* Übersee*/Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, 35(3), 373–98. Dernière visite le 1er octobre 2024. https://www.nomos-elibrary.de/10.5771/0506-7286-2002-3-373/gender-dimensions-of-law-colonialism-and-inheritance-in-east-africa-kenyan-women-s-experiences-volume-35-2002-issue-3?page=1

76 C. Voyageur (2011), Female First Nations Chiefs and the Colonial Legacy in Canada. *American Indian Culture and Research Journal*, 35(3). Dernière visite le 1er octobre 2024. https://escholarship.org/uc/item/1ft8336w

77 ILGA World (2023), *The impact of colonial legacies in the lives of LGBTI+ and other ancestral sexual and gender diverse persons: submission to the Independent Expert on protection against violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity*. Dernière visite le 1er octobre 2024. https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/cfi-subm/2308/subm-colonialism-sexual-orientation-cso-ilga-world-joint-submission-input-1.docx

78 E. Han et J. O'Mahoney (2014), British Colonialism and the Criminalization of Homosexuality. *Cambridge Review of International Affairs*, 27(2), 268–88. Dernière visite le 10 octobre 2024. https://centaur.reading.ac.uk/80592/

79 L. Merling (2022), No voice for the vulnerable: Climate change and the need for quota reform at the IMF. Dernière visite le 26 novembre 2024. https://www.bu.edu/gdp/2022/10/11/no-voice-for-the-vulnerable-climate-change-and-the-need-for-quota-reform-at-the-imf/

80 A. Mohseni-Cheraghlou (11 avril 2022), *Democratic challenges at Bretton Woods Institutions.* The Atlantic Council. Dernière visite le 30 août 2024. https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/inequality-at-the-top-democratic-challenges-at-bretton-woods-institutions/

81 J. Hickel (26 novembre 2020), *Apartheid in the World Bank and the IMF*. Al Jazeera. Dernière visite le 14 novembre 2024. https://www.aljazeera.com/opinions/2020/11/26/it-is-time-to-decolonise-the-world-bank-and-the-imf

82 R. Siddiqui (29 mars 2024), *UN Security Council Reform: The Urgent Need to Decolonize*. Modern Diplomacy. Dernière visite le 28 septembre 2024. https://moderndiplomacy.eu/2024/03/29/un-security-council-reform-the-urgent-need-to-decolonize/

83 D. Archer et R. Saalbrink (2021), The Public versus Austerity: Why Public Sector Wage Bill Constraints must end. Dernière visite le 26 novembre 2024. https://actionaid.org/publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage-bill-constraints-must-end#downloads

84 UNESCO (1995), *Effects of structural adjustment programmes on education and training*. Rapport du Conseil exécutif de l'UNESCO, 147e session. Dernière visite le 30 août 2024. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000101342

85 M. Thomson, A. Kentikelenis et T. Stubbs (2017), Structural Adjustment Programmes Adversely Affect Vulnerable Populations: a Systematic-Narrative Review of their Effect on Child and Maternal Health. *Public Health Reviews*, 38(13). Dernière visite le 13 novembre 2024. https://doi.org/10.1186/s40985-017-0059-2

86 Debt Justice (2023), *Interest Paid by Low- and Middle-Income Countries on Sovereign External Debt Repayments from 1970–2023*. Dernière visite le 30 août 2024. https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2023/09/Interest-paid-by-global-south-countries-on-sovereign-external-debt-repayments-from-1970-2023.pdf

87 Oxfam (13 avril 2023), *For every $1 the IMF encouraged a set of poor countries to spend on public goods, it has told them to cut four times more through austerity measures*, op cit.

88 FMI (n.d), *Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves*. Dernière visite le 30 août 2024. https://data.imf.org/?sk=e6a5f467-c14b-4aa8-9f6d-5a09ec4e62a4

89 Voir *Takers not Makers: Methodology Note*, statistique 1.

90 Tax Justice Network (2021), *Justice fiscale : état des lieux 2021*. Dernière visite le 30 août 2024. https://taxjustice.net/reports/the-state-of-tax-justice-2021/

91 Tax Justice Network (n.d.), *Where are tax havens located?* Dernière visite le 28 septembre 2024. https://taxjustice.net/faq/where-are-tax-havens-located/

92 W. Dalrymple et O. Fraser (2022), *The Anarchy; The East India Company, Corporate Violence, and the Pillage of an Empire*. Londres : Bloomsbury Publishing.

93 J. Hickel, M. Hanbury Lemos et F. Barbour (2024), Unequal Exchange of Labour in the World Economy. *Nature Communications*, 15(1), 1–12. Dernière visite le 4 novembre 2024. https://doi.org/10.1038/s41467-024-49687-y

94 J. Hickel et al. (2022), Imperialist Appropriation in the World Economy: Drain From the Global South Through Unequal Exchange, 1990–2015. *Global Environmental Change*, 73. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2022.102467

95 Britannica (2024), *Bandung Conference. Encyclopédie Britannica*. Dernière visite le 11 octobre 2024. https://www.britannica.com/event/Bandung-Conference

96 African Institutions Support Group (2024), *AU Unveils Bold 2025 Theme: Demand for Justice and Reparations for Africans and Diaspora*. Dernière visite le 28 septembre 2024. https://blackgoldencommunications.com/au-unveils-bold-2025-theme-demand-for-justice-and-reparations-for-africans-and-diaspora/

97 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2024), *UN To Hold «Second World Summit For Social Development» In 2025*. Dernière visite le 28 septembre 2024. https://www.un.org/en/desa/un-hold-second-world-summit-social-development-2025

98 Le ratio de Palma est un indicateur qui mesure les inégalités de revenu, avec une focalisation sur la distribution des revenus entre les groupes les plus riches et les plus pauvres d'une population. Il a été pensé par l'économiste Gabriel Palma et met en évidence les disparités entre riches et pauvres, contrairement à d'autres indicateurs comme le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités entre chaque tranche de revenu. Voir : A. Kamande (26 juillet 2023), *What is the Palma ratio? And how can it turbo-charge efforts to cut inequality?* Blog Views & Voices d'Oxfam. Dernière visite le 20 novembre 2024. https://views-voices.oxfam.org.uk/2023/07/what-is-palma-ratio-inequality/

99 F. Kelleher (2021), *The African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and Women: A Pan-African feminist analysis*. FEMNET. Dernière visite le 30 août 2024. https://www.femnet.org/wp-content/uploads/2021/04/AfCFTA-Paper-Policy-Brief-English-2.pdf

100 ONU (n.d.), Les Nations Unies et la décolonisation. Dernière visite le 9 décembre 2024. https://www.un.org/dppa/decolonization/fr/about.

© Oxfam International janvier 2025

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. https://policy-practice.oxfam.org/copyright-permissions

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam
Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et allié·es pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
KEDV (www.kedv.org.tr)